

*Les mahorais sont appelés à désigner ses représentants
à l'Assemblée Nationale, dans un contexte inédit.*

Notre département est plongé dans le doute depuis de trop nombreuses années : la vie quotidienne des gens est désorientée par l'insécurité et le développement du territoire entravé par l'immigration irrégulière. Dans un contexte national difficile et un contexte international incertain, marqué par la guerre, chez nous, en Europe.

Ce sentiment de flottement s'est accentué par l'échec de la loi Mayotte de décembre 2021.

Dans ce contexte où le cri de détresse de la population s'est traduit par un vote massif en faveur de Marine Le PEN à l'élection présidentielle : ce cri de cœur nous le comprenons et notre première mission sera de le porter à l'Assemblée nationale.

Durant notre mandature, notre action s'articulera autour de cinq volontés :

1 Ancrer notre territoire dans la France : Tel est notre premier combat : que les mahorais soient acceptés et traités comme les autres français des autres départements d'outre-mer et d'ailleurs : là est le nœud du problème ; là est la clé des solutions.

2 Assurer la sécurité de la population mahoraise : C'est le combat de la décennie à venir : L'Etat, qui est le premier responsable de la sécurité des citoyens doit en être le chef d'orchestre. Mais ce combat ne sera gagné qu'avec la mobilisation de toutes les forces du territoire ; c'est pourquoi, au-delà des mesures à prendre, un espace de mobilisation est indispensable : C'est pourquoi nous nous battons pour la mise en place en place d'un « Observatoire de la violence ».

3 Se battre pour l'égalité républicaine, c'est une exigence morale, politique et économique :

c'est une égalité dans les droits et les devoirs. Depuis trop longtemps, des prétextes sont soulevés par les experts de l'Etat contre cette égalité républicaine. Ce qui est attendu, c'est une volonté du Chef de l'Etat de considérer les mahorais comme des Français à part entière, dans leurs droits et leurs devoirs : Nous défendrons l'exigence d'une égalité réelle sur 10 ans, sur le social, sur les retraites, sur les salaires.

4 Sortir Mayotte la situation du Tiers-monde quant à son développement. Le constat est clair : toutes les infrastructures du territoire, dans tous les domaines accusent un retard considérable. Un véritable « plan Marshall » est nécessaire, sur plusieurs décennies : notre rôle en tant que parlementaire sera de réunir les conditions, budgétaires et législatives. De supprimer les freins de tous ordres afin de libérer les énergies.

5 Mais le développement économique et social de notre île n'a de sens que s'il a pour finalité le bien-être de la population et tout particulièrement de sa jeunesse : dans ce monde bouleversé, nous nous battons pour donner du sens, des perspectives et de l'espoir à nos enfants.

Nos expériences professionnelles, dans les activités de la vie quotidienne sont riches et complémentaires. Elles nous ont conduits à œuvrer dans tous ces domaines. Nous sommes résolus à les mettre au profit de cette mandature, avec tous les autres acteurs du territoire, si vous nous accordez votre confiance.

Le combat de nos aînés a été Mayotte française pour être libre. Il s'est poursuivi par la départementalisation du territoire. Nous devons à nos enfants de gagner la bataille du développement.

BOURA Ahamadi
Candidat

ABDALLAH BOINA Laini
Suppléante

**Pour le bien-être
des Mahorais !!!**

BOURA Ahamadi

ABDALLAH-BOINA Laïni



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 JUIN 2022 CIRCONSCRIPTION 1



**BOURA
Ahamadi**

**ABDALLAH- BOINA
Laïni**

**Pour le bien-être
des Mahorais !!!**